



Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

94-95 | 2003

Les ONG

ONG et développement des élites

NGOs and the Development of Elites

Françoise Bourdarias



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/1950>

DOI : 10.4000/jda.1950

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2003

Pagination : 23-52

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Françoise Bourdarias, « ONG et développement des élites », *Journal des anthropologues* [En ligne], 94-95 | 2003, mis en ligne le 22 février 2009, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/1950> ; DOI : 10.4000/jda.1950

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

Journal des anthropologues

ONG et développement des élites

NGOs and the Development of Elites

Françoise Bourdarias

- 1 Les ONG constituent une catégorie fortement hétérogène. De nombreux auteurs soulignent ce fait¹. A telle enseigne qu'il semble difficile d'élaborer une classification opératoire. La coupure ONG de développement/ONG humanitaire devient elle-même de moins en moins pertinente. Quant au sigle « ONG », il suscite un certain nombre d'interrogations, alimentées par l'apparition relativement récente du sigle « ASI » (Association de solidarité internationale). Le terme « non gouvernemental » garde-t-il en effet un sens lorsque les fonds gérés par les organisations proviennent en grande partie des États et des organismes internationaux ?
- 2 Des auteurs évoquent la complexité des rapports entre ONG et États, leurs formes apparemment contradictoires. Tensions (conflits), complémentarité, voire division du travail² s'articulent dans un contexte de « désengagement » croissant des États, au Nord comme au Sud. Certains, chercheurs ou militants, se demandent si les ONG ne risquent pas d'y « perdre leur âme », c'est-à-dire leur rôle de contestation des politiques étatiques, et ne sont pas désormais vouées à la gestion des « dégâts de la mondialisation ». Mais le plus fréquemment, ces formes d'interdépendance États/ONG semblent pouvoir être mises en perspective avec la constitution d'une « société civile » internationale. Les ONG opéreraient une médiation entre cette dernière et les États, et même en constitueraient l'élément moteur. La multiplication des ONG et l'essor du mouvement associatif au Sud sont alors censés argumenter cette hypothèse d'une internationalisation de la société civile et de l'émergence d'une « citoyenneté mondiale ».
- 3 Sur le plan idéologique, conflit et complémentarité (sous la forme du contrat) constituent bien les deux facettes d'un même processus : la construction du consensus social postulée par l'idéologie démocratique occidentale. La multiplicité des intérêts individuels et catégoriels, exprimés librement, doit produire une opinion majoritaire qui vient rectifier rationnellement les dérives du pouvoir politique. Ce dernier, livré à sa propre dynamique, se pétrifierait, deviendrait étranger à la nature réelle de la société³. On retrouve là l'un des sens attribués aujourd'hui à la notion floue de « société civile »⁴. Elle désigne alors

l'apparition d'un nouveau lien social homogène, fondé sur un processus global d'individualisation, et permettant d'argumenter, face aux États, des orientations sociales susceptibles d'assurer la cohésion d'une société démocratique.

- 4 On peut observer, en effet, parallèlement au désengagement des États, l'émergence d'une forme de sous-traitance conflictuelle. La gestion du « social » tend à être confiée au privé (éducation, santé intègrent le marché), ou au secteur associatif. Dans ce dernier cas, le terme « social » est entendu dans un sens bien particulier. Pauvreté et « exclusion », effets secondaires de l'économie de marché, phénomènes d'anomie liés aux conflits... Est alors « social » ce qui précisément est censé échapper au social. Se trouve en même temps mise en scène la coexistence de champs autonomes : le politique (relevant d'une technique orientée par les principes démocratiques), l'économique (soumis à la rationalité du marché), et le social, relevant de l'éthique (solidarité, don...). Dans ce cadre, l'organisation de la dernière sphère est explicitement liée au développement de ce que nous définirons ici comme une « économie de redistribution éthique »⁵, dont les principes sont perçus comme strictement opposés à ceux qui régissent le marché autorégulateur.
- 5 Cette économie de redistribution particulière nous semble devoir être analysée en remettant en cause l'apparente autonomie des champs. Elle articule et inscrit localement, sous des formes multiples et singulières, un ensemble de dynamiques sociales globales (rapports relevant tout à la fois de l'économique, du politique et du symbolique).
- 6 L'économie de redistribution éthique légitimant l'activité des ONG sera envisagée ici comme un opérateur (parmi d'autres) de recompositions sociales, dans un contexte d'extension des chaînes de dépendances économiques⁶.

La genèse d'un « champ humanitaire »

- 7 Le développement de l'économie de redistribution liée à l'activité des ONG permet bien d'observer l'émergence et la structuration progressive d'un champ (au sens ou l'entend P. Bourdieu), ensemble mouvant de relations entre des positions interdépendantes et hiérarchisées⁷. La conquête de positions dominantes y est l'enjeu de luttes sociales intenses. On pourrait ainsi analyser des phénomènes de concurrence entre ONG (pour le recueil des fonds, la mobilisation du public, l'appropriation des terrains d'action), des processus de concentration et de différenciation (faisant coexister aujourd'hui « multinationales » humanitaires, entreprises artisanales...), de luttes pour la définition des principes éthiques et des conceptions du social⁸ qui doivent orienter l'action. Plusieurs éléments viennent conforter cette perspective :
 - la constitution d'un corps hiérarchisé de spécialistes (experts) de l'action humanitaire, fondé à la fois sur les compétences techniques (profession) et idéologiques (élaboration interne d'une éthique) ;
 - la revendication d'un monopole de l'action et son argumentation auprès du public et des États.
- 8 Sur ces points au moins on observera les affinités entre les dynamiques professionnelles (médecine, droit) et celles du champ humanitaire. Dans les deux cas, l'éthique englobe les savoirs des experts, leur donnant ainsi une dimension universelle.
- 9 Tout comme une profession, le champ humanitaire tend à être perçu, de l'extérieur comme à l'intérieur, comme une collectivité autonome (autorégulée), intégrant des individus que rassemblent les savoirs acquis et l'adhésion à une éthique. Cette

représentation, particulièrement prégnante en Occident, occulte les conflits, les hiérarchisations internes, et surtout les dynamiques sociales qui s'y inscrivent.

- 10 Un texte de Tocqueville⁹ pourrait nous suggérer quelques réflexions.
- 11 Tocqueville opère un parallèle saisissant entre une révolution politique (la Révolution française de 1789) et les révolutions religieuses qui assurent l'hégémonie des religions monothéistes. Dans tous les cas, les hommes s'y trouvent constitués en individus abstraits, libérés des liens sociaux concrets qui les assujettissaient à un territoire. Citoyens ou croyants doivent adopter une nouvelle « patrie intellectuelle » qui ne tient pas compte des frontières entre les territoires et les États. La Révolution française se donne pour fondement la nature humaine, elle se donne pour but de régler « les droits et les devoirs généraux des hommes entre eux, indépendamment de la forme des sociétés » – tout comme une religion monothéiste régit les rapports généraux de l'homme avec Dieu.
- 12 Selon notre auteur, de tels processus d'abstraction relèvent de la longue durée. Dans le cas de la Révolution française, ils viennent à rencontrer les intérêts de couches sociales émergentes qui les investissent, leur donnent une forme particulière. Tocqueville trace alors la figure de l'intellectuel (l'homme de lettres français du XVIII^e siècle). Écarté des sphères politique et économique, sa position le voue aux spéculations abstraites, le porte à devenir le prosélyte de l'universel, à bâtir avec ses semblables « une société imaginaire dans laquelle tout paraissait simple et coordonné, uniforme, équitable, et conforme à la raison » (*ibid.* : 239). Si les intellectuels ne prennent pas alors le pouvoir, ils élaborent les principes qui légitimeront l'État jacobin et une forme sociale qui se veut universelle.
- 13 Sans qu'il s'agisse ici d'établir une équivalence hasardeuse, l'analyse de Tocqueville peut nous conduire à interroger les mobilisations sociales singulières qui sous-tendent aujourd'hui la multiplication des ONG, et leurs modes de légitimation, notamment l'extension de l'idéologie humanitaire. A lier aussi ce phénomène aux positions des couches sociales qui y participent, au Nord comme au Sud, aux relations qu'elles entretiennent avec les États.

Sous-traitance du social et mobilisation des couches moyennes

- 14 La division du travail qui semble s'instaurer aujourd'hui entre États et ONG pourrait suggérer des analyses fonctionnalistes (liens de causalité stricte entre les besoins stratégiques des États et un mouvement social). Certains auteurs s'interrogeront ainsi sur les fonctions « réelles » ou « latentes » des ONG. Nous formulerons plutôt notre questionnement en termes d'affinités, de rencontre entre :
 - une des formes singulières prises par l'économie de marché, après l'échec de l'utopie du marché autorégulateur ;
 - un ensemble de mobilisations sociales de couches moyennes diplômées, dont la professionnalisation rencontre de plus en plus d'obstacles dans les pays du Nord, dont les négociations avec l'État sont de plus en plus conflictuelles ;
 - les recompositions sociales spécifiques en cours dans les pays du Sud (transformation des chaînes de dépendance sociale, perte de légitimité des États et de la bourgeoisie étatique dans un contexte de crise, émergence de couches sociales qui ne peuvent ni investir le pouvoir politique, ni s'imposer de façon efficace dans les réseaux marchands).

- 15 K. Polanyi, (dans *La grande transformation*, K. Polanyi, 1996) retrace les avatars d'une utopie : le marché autorégulateur. Le libéralisme économique n'a pas survécu à la crise des années trente – si on le définit comme l'hégémonie d'un marché autorégulé, où le libre jeu de la concurrence serait la condition de l'ordre, et qu'aucune intervention de l'état ne devrait perturber. Dans un tel modèle, on le sait, l'institution centrale est le marché et l'ensemble de la société y est soumise, doit procéder de sa dynamique. Les catastrophes sociales qui ont résulté de l'instauration d'un véritable marché concurrentiel de la force de travail¹⁰, ont fait apparaître la nécessité de « protéger la société » dont la désagrégation mettrait le marché lui-même en péril. Cette protection sera conçue et légitimée sous des formes diverses selon les contextes¹¹, et mobilisera les intérêts sociaux¹² de différentes classes et couches.
- 16 L. Dumont, dans son introduction à l'édition française de l'ouvrage, commente l'analyse de Polanyi en soulignant l'hypothèse selon laquelle le marché, dominant et englobant, fonctionne grâce à une prise en compte de la totalité sociale, qui est en principe sa négation.
- 17 On peut ainsi constater que le libéralisme, aujourd'hui, tout en s'efforçant de limiter les interventions de l'État, éprouve la nécessité de contredire les principes mêmes qui le fondent, mettant en œuvre des valeurs sociales qui limitent la « liberté économique ».
- 18 Il reste que l'utopie du marché autorégulé est à l'ordre du jour et que le champ politique est orienté par des tensions liées à la définition des procédures d'intervention. Ce qu'il est convenu de désigner comme désengagement des États dans les pays du Nord, pourrait résulter d'une transformation de la division du travail sur le social. Il semble lié aux affrontements évoqués plus haut, aux nouvelles formes d'interdépendances entre les États, à l'intégration progressive au marché de services relevant autrefois du domaine public. Ainsi, les modalités de contrôle social dévolues à l'État paraissent se restreindre de plus en plus à l'élaboration des règles régissant la sphère du contrat (notamment, la régulation de la concurrence économique).
- 19 Le développement de l'économie de redistribution éthique rencontre un terrain favorable : l'essor du mouvement associatif dans les pays du Nord. Il s'agit là d'une forme de mobilisation propre aux couches moyennes en voie de mobilité sociale. Le caractère fortement professionnel des associations d'où émergent les ONG a été maintes fois souligné. Les professions¹³ entretiennent avec l'état des rapports de négociation comportant des phases de conflits, particulièrement aigus dans un contexte de crise économique, de « surproduction » de diplômés. Les premières ONG émergent dans ce cadre. On voit alors se développer des contestations de l'ordre économique et des politiques sociales étatiques, au nom d'une éthique du don, d'une idéologie des droits de l'homme qui conduisent les experts des ONG à affirmer leur vocation universelle face aux états défaillants. Les relations du champ humanitaire et des États articulent ainsi conflits et négociations sous des formes qui, pour être spécifiques, n'en empruntent pas moins certains de leurs traits essentiels aux stratégies professionnelles.
- 20 Les analyses de G. Konrad et I. Szélenyi (1979) suggèrent quelques pistes pour la compréhension des intérêts sociaux investis aujourd'hui dans l'économie de redistribution éthique.
- 21 Ces auteurs refusent en effet de s'en tenir aux définitions génériques de l'intelligentsia. Ils s'interrogent sur les tâches remplies par les intellectuels dans des contextes politiques différents, et sur les intérêts sociaux qui s'y articulent. Comparant sur ce point les

démocraties occidentales et les pays du bloc soviétique, ils avancent que dans ces derniers, l'instauration d'une « économie de redistribution rationnelle »¹⁴ a permis à une partie de l'intelligentsia de se constituer en « caste » dominante. Maîtrisant le processus de redistribution, les intellectuels au pouvoir seraient parvenus ainsi à s'attribuer une mission téléologique¹⁵ légitimant leurs savoirs d'experts.

- 22 Dans les démocraties occidentales, au contraire, les intellectuels professionnalisés ont perdu progressivement la dimension téléologique de leurs activités – encore qu'ils la revendiquent toujours comme étant l'essence même de leur catégorie¹⁶. La coupure savoir rationnel (*techné*)/gestion du sens (*télos*) s'est approfondie, alors même que l'accès aux privilèges de statut est lié au capital privé. Konràd et Szelényi établissent un lien entre la position relativement dominée des intellectuels professionnalisés, confinés aux marges du pouvoir étatique, et les formes de mobilisation sociale qui leur sont propres. Ces mouvements paraissent contradictoires. Variant dans le temps et selon les catégories concernées, ils vont de l'opposition politique, de l'opposition à l'économie de marché, à l'investissement du champ étatique et à la négociation. Dans tous les cas cependant semble s'affirmer la vocation des intellectuels à représenter l'intérêt social global, à définir les fins des dynamiques sociales et les valeurs qui doivent les orienter. L'incorporation de mécanismes redistributifs dans l'économie de marché¹⁷ rencontre ainsi les intérêts sociaux d'une partie de l'intelligentsia européenne. Mais si les postes d'experts sont accessibles, l'investissement de positions dominantes dans les champs politique et économique n'en reste pas moins difficile. D'où, selon nos auteurs, un sentiment « d'aliénation et de frustration », générateur potentiel de nouvelles mobilisations.
- 23 Partant de ces analyses, nous suggérerons ici une hypothèse concernant ces nouvelles formes de mobilisation.
- 24 Dans un contexte d'extension et d'internationalisation de la redistribution, l'émergence d'un champ humanitaire permet la construction de configurations sociales transnationales. Les couches moyennes occidentales qui prennent en charge la redistribution éthique peuvent ainsi, à des degrés inégaux, se constituer en interlocuteurs des organisations internationales et de leurs propres États (vis-à-vis desquels elles acquièrent une relative autonomie). Leur mission téléologique peut ainsi être argumentée avec force. Représentants cosmopolites¹⁸ d'une société civile internationale dont ils auraient appuyé l'émergence dans les pays du Sud, l'éthique qui englobe les pratiques de terrain des experts les situerait, à l'opposé du marché, dans un champ social étranger à l'économie, et susceptible d'en infléchir les règles¹⁹.
- 25 On conçoit bien alors que la maîtrise des relations puisse représenter une ressource essentielle, en même temps que l'indice d'un savoir spécifique. Stratégies d'investissement du pouvoir d'État, de positionnement social et recherche d'une légitimation sont indissolublement liées – généralement occultées aux yeux des agents par la prégnance des impératifs moraux, croyances collectives qui fondent leur efficacité.
- 26 La compréhension des mobilisations qui sous-tendent la multiplication des ONG au Nord devrait ainsi nous conduire à tracer un espace d'analyse englobant l'ensemble de la configuration sociale liée à l'économie de redistribution éthique. La coupure Nord/Sud ne paraît alors plus guère pertinente. Les recompositions sociales spécifiques observables au Sud ne peuvent être analysées indépendamment des dynamiques globales que nous venons d'évoquer.

- 27 La remise en cause de l'opposition Nord/Sud nous invite également à nous interroger sur les analyses courantes des rapports de domination. La configuration internationale issue des ONG est fortement hiérarchisée, et la domination exercée par les ONG du Nord se manifeste dans les modalités de recueil et de gestion des fonds, de définition pratique et éthique de l'action, de régulation des relations sociales. Toutefois, de nombreuses analyses critiques de l'action humanitaire (ou des procédures de développement) en viennent, malgré leur pertinence, à constituer « les populations du Sud » en agents passifs. D'où une sociologie plus ou moins explicite des formes de consentement, ou de résistance, à la domination. On retrouvera ainsi fréquemment évoqué le thème des « dégâts de l'aide ». Les chercheurs s'interrogent alors sur l'efficacité technique de l'aide (les besoins des populations sont-ils réellement pris en compte, ou correctement décelés), sur les conséquences pratiques de l'imposition de normes et de valeurs occidentales. Les pratiques des ONG seront également critiquées dans leurs conséquences sociales et économiques : sabordage de pans entiers de l'économie, perte d'autonomie de la société civile locale, freinage du développement des élites, perte de légitimité des États déjà confrontés aux politiques d'ajustement structurel... Et dans certains cas maintien au pouvoir de politiciens dictatoriaux et corrompus. Un pouvoir parallèle s'instaurerait dans les pays du Sud.
- 28 Ces analyses des contraintes²⁰ qui pèsent sur les formations sociales du Sud produisent des savoirs, mais poussées à leur terme, elles conduisent à définir exclusivement par le manque les processus sociaux locaux. Lorsque ces derniers sont abordés sous l'angle de l'autonomie, les analyses concernent le plus souvent le « détournement de la rente » (phénomènes de corruption envisagés dans une perspective culturaliste) ou les stratégies d'acteurs individuels analysées dans le cadre théorique de l'interactionnisme²¹. Référons-nous par exemple aux travaux concernant les « courtiers du développement »²², acteurs individuels qui conquièrent localement des positions d'intermédiaires et parviennent ainsi à utiliser les organisations à leur profit (carrière, avantages économiques).
- 29 La mise en perspective des différentes formations sociales concernées, au Nord comme au Sud, par l'activité des ONG, peut s'effectuer sur un autre plan. Ici et là-bas, l'économie de redistribution liée au marché favorise un ensemble de mobilisations sociales. On peut observer aujourd'hui dans les pays du Sud l'émergence de nouvelles couches sociales diplômées, que leur situation relativement dominée peut conduire à tenter d'investir et de remodeler les réseaux de redistribution. Les pratiques des ONG et les principes éthiques qu'elles affirment sont alors interprétés et utilisés dans le cadre des tensions sociales dont la construction des hiérarchies est l'enjeu. Les ONG – les chaînes de dépendance et les rapports d'échange transnationaux qu'elles instaurent – constituent alors une ressource économique et symbolique, conditionnant la maîtrise du local.
- 30 Ici et là-bas, les singularités observables renvoient à la longue durée des dynamiques sociales locales qui investissent le champ humanitaire.
- 31 Cette perspective est encore peu travaillée. Il serait souhaitable que soient entreprises, dans une perspective comparatiste, plus de recherches liant les pôles d'activité des ONG et s'attachant à l'analyse des interdépendances qui en résultent. Défini comme une configuration particulière de mouvements sociaux transnationaux, le « champ de l'humanitaire » pourrait ainsi devenir un des observatoires privilégiés :
- des nouvelles modalités d'émergence des élites politiques et de leur hiérarchisation, des conflits qui opposent leurs composantes nationales et transnationales ;

- des voies de mobilité sociale que tentent d'investir certaines couches moyennes diplômées (apparition de professions liées à la division du travail humanitaire²³, postes de gestionnaires et d'experts permettant d'intégrer la bureaucratie étatique et les organismes internationaux) ;
- plus généralement, des formes de manifestation du politique. Au Nord comme au Sud, une multiplicité de couches sociales, quelles que soient leur position sociale et leur proximité avec les ONG, sont conduites à remodeler leurs représentations de l'État et du pouvoir, leurs modes de maîtrise et d'aménagement des rapports de domination, leurs constructions de l'altérité. Le vocabulaire du politique se transforme rapidement en intégrant les catégories et les valeurs diffusées par les ONG.

- 32 Les quelques éléments d'observation qui vont être présentés relèvent de cette dernière thématique. Ils nous ont conduits à nous interroger sur les transformations du politique perceptibles dans les formes empruntées par un ensemble de conflits fonciers sur un terrain restreint, la périphérie urbaine d'une ville africaine, Bamako.
- 33 Nous verrons ici les ONG occidentales, par les normes qu'elles diffusent, les enjeux politiques qu'elles constituent, contribuer à leur insu à la construction circonstancielle d'une « communauté pertinente de l'action collective ». S'y trouvent alliés une pluralité de groupes sociaux en lutte pour la maîtrise des ressources foncières. La coutume est alors redéfinie et interprétée comme une forme locale de la modernité politique.

« La coutume est moderne » à la frontière de Bamako (Mali)

- 34 La recherche a débuté en 1993 dans un quartier urbain « spontané » situé aux limites Nord-Ouest du district de Bamako, Dianguinabougou (commune I). Elle a été étendue en 1998 à un ensemble de communes rurales jouxtant le district. Elle était alors centrée sur les transformations des activités économiques et les nouvelles modalités de construction des liens sociaux. Très rapidement, les luttes foncières sont apparues comme un des éléments permettant à l'observateur d'appréhender concrètement le sens élaboré par des collectifs et des individus soumis à une multiplicité de tensions que nous n'avions jusque-là pu (ou su) saisir que de façon fragmentaire.
- 35 Au départ, la recherche ne prenait pas en compte l'activité des ONG, physiquement absentes du quartier urbain avant 1998. Leur présence « virtuelle » ne se manifestait alors que par la diffusion de messages de prévention (sida) à la radio et l'écho de leurs activités d'aménagement urbain dans d'autres zones. En 1998, la préparation des élections municipales coïncide avec l'arrivée des ONG (françaises, canadiennes, néerlandaises) dans les périphéries en voie d'urbanisation et les zones rurales voisines²⁴. L'influence récente des ONG sur ce terrain doit être située dans le cadre des conflits qui s'y sont développés dans la durée.
- 36 En période préélectorale, ces organisations constituent un enjeu électoral banal, comme on a pu maintes fois le constater en zone rurale. Un candidat (un parti politique) capable de « bien desservir la région en projets », de la « bien irriguer en ONG » devient désormais plus crédible aux yeux des électeurs. Même si ces derniers déclarent volontiers que « le chasseur mange avant de donner aux autres ». Les promesses électorales sont plus ou moins explicitement liées à l'activité de sous-traitance assumée par les ONG. Cette tendance s'est renforcée dans un contexte de désengagement croissant de l'État et de

crise économique. Les usines privatisées ferment et les quartiers urbains périphériques sont peuplés d'ouvriers « compressés » sans espoir de toucher jamais les droits que leur concède la loi. Les chefs coutumiers des villages ruraux limitrophes doivent alors faire face aux revendications de leurs jeunes adultes privés d'emploi. Comment mettre les terres en valeur pour exploiter le marché urbain, forer des puits, irriguer ? Les anciens doivent alors s'efforcer « d'attirer les projets »... ou accepter la vente rapide des terres. Car les acheteurs ne manquent pas et les menaces de « lotissement » se précisent. « La ville a faim de terre » constatent les villageois. En d'autres termes, l'état affirme son « droit prééminent sur le sol »²⁵.

- 37 Au même moment, le processus de décentralisation, réforme administrative mise en œuvre dès 1992 au Mali, est appliqué aux communes urbaines. Ces dernières sont confrontées à la pression foncière, les parcelles disponibles se raréfient. Certains villages ruraux situés de l'autre côté de la frontière du district se sont laissés convaincre d'intégrer une commune urbaine et ont vu saisir une partie de leurs terres dont le pouvoir municipal dispose à son gré : installation de « zones de recasement » destinées aux familles expulsées par le lotissement urbain, ventes illicites de parcelles au profit des élus municipaux²⁶. Les « projets » promis aux villageois ne sont jamais arrivés.
- 38 En 1993 en effet, les injonctions du FMI et de la Banque mondiale ont incité l'état à entreprendre le lotissement des quartiers « spontanés » situés dans les communes urbaines périphériques. Les parcelles occupées « illégalement » par la fraction la plus démunie de la population représentaient une réserve foncière non négligeable. Le lotissement devait permettre à la fois de faire accéder à la propriété des familles pourvues de ressources monétaires, d'espérer ainsi percevoir impôts et taxes foncières, de régulariser et de contrôler le marché de la terre. L'aménagement de ces quartiers (perçement de voies, adduction d'eau, électrification, construction d'équipements collectifs) était alors présenté aux anciens habitants comme une contrepartie : ceux qui pourraient régulariser leur situation foncière deviendraient « des citoyens à part entière ». Seul le percement des voies a été réalisé, occasionnant de nombreuses expulsions.
- 39 En 1998, les opérations de lotissement sont achevées dans les limites du district urbain de Bamako. Dans les quartiers « spontanés », elles ont été ponctuées de révoltes²⁷, particulièrement violentes dans la zone où nous situons nos observations, peuplée d'habitants en situation très précaire. Les occupants « illégaux » avaient acquis la concession (le droit d'usage) d'une parcelle selon les règles coutumières, auprès du premier occupant, devenu chef de quartier, qui tenait sa légitimité des liens de dépendance noués avec les chefs de terre locaux²⁸. Sommés de légaliser leur droit d'occupation²⁹, d'évacuer les parcelles touchées par les tracés de voies, les chefs de famille expriment le sentiment d'avoir été spoliés par un pouvoir prédateur, autrefois tenu à distance, présent aujourd'hui au cœur des quartiers. Ce pouvoir est aujourd'hui incarné par l'autorité municipale, puisque la décentralisation attribue désormais la gestion du foncier et la perception des taxes aux municipalités.
- 40 Les troubles ont peu à peu cessé dans le quartier urbain de Dianguinabougou. Mais le regard des « rescapés » se tourne vers les communes rurales situées à la frontière du district, et notamment vers le village de Dialakorrodji. Lors des « causeries » du soir, on évoque, sur le mode nostalgique, « le vrai village » et « la solidarité » de ses habitants. Entre 1999 et 2002, des luttes foncières violentes s'y sont déroulées. Ces événements nous ont semblé au premier abord traduire un réaménagement circonstanciel des

représentations locales du politique. Nous les avons ensuite liés à la transformation des conditions d'exercice du pouvoir local, des voies d'accès à la notabilité.

La genèse d'un conflit foncier

- 41 Le conflit, dont l'enjeu explicite est la gestion du domaine foncier, oppose d'une part le maire (élu en 1999), une partie des conseillers municipaux et d'autre part la chefferie de village et ses alliés (une partie des conseillers municipaux, des habitants « autochtones » et « allochtones »³⁰). Les problèmes fonciers prennent là une forme aiguë. Cette commune a en effet « recueilli » (nous reviendrons sur le sens de ce terme) des populations chassées par le lotissement urbain. Il s'agit par ailleurs d'une zone disputée, car elle constitue une réserve foncière importante.
- 42 Dialakorrodji et Dianguinabougou sont deux établissements fondés par des premiers occupants (alors « allochtones ») à qui les Nyaré de Sikoro et les Coulibaly de Nafadji ont concédé des terres, qui les ont concédées à leur tour, puis vendues. Ces établissements sont liés par un pacte social, par la dette, aux chefs de terre « autochtones ». Telle est la trame des récits de mémoire produits à chaque conflit foncier, c'est-à-dire quand la terre devient explicitement un bien négocié sur un marché. Le lotissement remet en cause cette représentation de la terre comme objet à la fois concédé et gardé, qui fonde des liens d'allégeance³¹.
- 43 Mais le lotissement urbain a enclenché dans les deux lieux des recompositions sociales bien différentes.
- 44 A Dianguinabougou, le lotissement a provoqué la fuite des habitants les plus démunis qui résident aujourd'hui dans des communes rurales (dont Dialakorrodji). S'y côtoient aujourd'hui d'anciens habitants, ouvriers et chômeurs, de nouveaux arrivants, membres de certaines couches moyennes diplômées (ingénieurs, techniciens, avocats) à qui le lotissement a permis d'acheter ou de se faire concéder une parcelle, de gros commerçants, de plus en plus nombreux, dont les maisons hautes et massives tranchent sur l'habitat ancien et les ruines des concessions « déguerpies ».
- 45 A Dialakorrodji, les cultivateurs sont aujourd'hui très minoritaires. Avec l'arrivée des « déguerpis », la population compte à peu près 1/3 « d'autochtones » et 2/3 « d'allochtones »³², ouvriers « compressés », petits artisans, membres de couches diplômées en voie de précarisation ou peu insérés dans les réseaux de dépendance et de clientélisme politiques et économiques (enseignants, employés...). Le lotissement prévisible de la commune rurale où résident aujourd'hui ces « allochtones » et les transformations sociales des quartiers urbains qu'ils ont quittés, représentent pour eux une menace.

La mise en scène des affrontements

- 46 La commune agrège autour de Dialakorrodji plusieurs villages, dont N'tekedo, premier village qui aurait été fondé en 1893 par des paysans venus de l'autre côté du fleuve (près de Kalabankoro). Des chefs de terre locaux (les Nyaré de Sikoro) ont alors concédé des terres aux « allochtones ».

1999 : élection du maire de la commune

- 47 Le maire, enseignant du secondaire, réside à Bamako. Élu ADEMA sur une liste « Front d'intérêt général » regroupant plusieurs partis, il a pris la place du premier de liste ADEMA (un enseignant récemment installé, lié à un réseau d'ONG occidentales) « avec l'appui des élus de la liste adverse ».
- 48 Il appartient à un lignage du village de N'tekedo, dont est issu Dialakorrodji, à l'origine simple hameau de culture, dont l'extension et l'urbanisation ont été favorisées par le tracé d'une nouvelle route. Son lignage est parent de celui du chef coutumier de Dialakorrodji. Mais « Dialakorrodji a été fondé à la suite d'un conflit foncier entre les deux lignages ».
- 49 Première mise en scène de l'affrontement des pouvoirs : le nouveau maire refuse d'aller saluer « son père », le chef coutumier de Dialakorrodji.

2000 : le maire tente de remplacer le vieux chef coutumier

- 50 Par un « étranger » diront ses adversaires, qui n'emploient pas ici le terme « allochtone », par « un homme compétent rompu à la gestion administrative » dira le maire. Ce fonctionnaire des impôts à la commune I de Bamako, est déjà le chef d'un nouveau quartier (Sibakoro) récemment agrégé à Dialakorrodji. Il est accusé de détournement de fonds publics par ses adversaires.
- 51 Lors de la présentation du nouveau chef, une partie de la population se révolte, en présence d'un représentant des autorités du cercle de Kati. A la suite de cette émeute, le vieux chef coutumier et ses conseillers passent trois mois en prison à Kati pour « atteinte à l'ordre public ». Le scandale suscité par cette incarcération permet la libération des autorités coutumières.
- 52 Les récits de fondation du village commencent alors à évoluer. Le premier établissement (N'tékédo) a été fondé par des paysans fuyant les exactions de Samory.

2001 (avril) : révolte contre les géomètres

- 53 Ils avaient été mandés par le maire pour « préparer le lotissement ». Des batailles rangées (*intifada*) opposent une grande partie de la population à la milice recrutée par le maire dans les quartiers urbains périphériques. On relèvera un mort et plusieurs blessés.
- 54 La brigade territoriale intervient, les habitants fuient sur les collines, ils seront hébergés dans les villages voisins. Quelques jours après des « opposants au maire » seront arrêtés et emprisonnés (cultivateurs, enseignants, employés, ouvriers, « autochtones et allochtones »)³³. Le chef coutumier sera « mis sous la protection » des chefs de terre d'un village allié.

2002 (janvier) : vente par l'équipe municipale de terres déjà concédées par les chefs de terre de villages voisins

- 55 Plusieurs villages ruraux concluent une alliance, les chefferies coutumières décident de « recourir à la force ». Elles demandent toutefois, en vain, la médiation du ministère de

l'Administration territoriale. De juin à septembre, des terres récemment désignées par la chefferie comme « zones de recasement des futurs déguerpis » seront également vendues.

- 56 On pourrait penser au premier abord que la commune rurale de Dialakorrodji est le lieu d'une mobilisation locale contre « l'extérieur », symbolisé par l'État et son représentant, le maire, constitué en figure du « traître autochtone ». Lutte de la coutume contre la loi pour le pouvoir et la gestion des terres (éléments indissociables), pour la défense du pacte social. Ce mouvement semble susciter la construction d'une identité locale fondée sur la tradition et la mémoire villageoise. On doit noter cependant qu'aucun des discours recueillis, aucune des pratiques observées, n'oppose « allochtones » et « autochtones », ce qui n'était pas le cas en 1995 à l'arrivée des premières vagues de « déguerpis », que la thématique de l'ethnicité n'apparaît jamais. Se trouvent au contraire mis en scène l'intégration des « allochtones » à la « communauté villageoise », le processus d'acquisition de « l'autochtonie ».
- 57 Cette mobilisation pourrait renvoyer au problème plus général de la construction des identités, du territoire, dans un milieu en voie d'urbanisation. Ce phénomène est souvent interprété comme « archaïsation secondaire »³⁴ menaçant la démocratie et remettant en cause la constitution d'une société civile, les modes de régulation du politique qui leur sont associés.
- 58 Les théories de la modernisation et du développement interprètent le fait identitaire comme l'expression d'une culture politique archaïque, liée à l'inachèvement de la modernité. Ici nous verrons qu'il s'agit de construire le sens de l'urbanité (du mélange des populations), les formes pensables de solidarité et de conflit, de différenciation des pouvoirs.
- 59 Les événements observés révèlent une tentative d'élaboration d'un savoir collectif permettant de penser l'articulation du local et de sa périphérie, de nouvelles modalités d'appropriation et de répartition des ressources. De telles mobilisations identitaires sont alors des manifestations (transitoires) de la modernité dont elles semblent être la négation (communalisation du politique).
- 60 Il nous a semblé que, dans un tel contexte, les ONG, le modèle de dépendance et de lien social qu'elles évoquent, représentaient une ressource mobilisable lorsqu'il s'agit de définir et de hiérarchiser les pouvoirs, de donner du sens aux perturbations provoquées par l'urbanisation, aux recompositions sociales qui en découlent.
- 61 Nous avons signalé plus haut l'arrivée des ONG dans les périphéries urbaines. Elles prennent désormais en charge une partie des fonctions délaissées par l'État³⁵, mais en valorisant les thématiques du « communautaire », de la « démocratie locale », de « l'associatif ». Depuis 95-96, bailleurs de fonds, FMI, Banque mondiale, mettent l'accent sur le développement citoyen, en préconisant une gestion décentralisée fondée sur le local, une « multiplication des partenaires du développement local » (ONG, jumelages, associations...). Le local et l'international sont donc censés nouer des liens privilégiés qui entretiennent quelques affinités avec le modèle des liens de dépendance « traditionnels » fondés sur la dette.
- 62 S'en trouvent transformées, à la base la perception du pouvoir d'État, au niveau des élites étatiques les conditions d'accès aux réseaux de pouvoir et aux ressources. La construction des réseaux de clientélisme doit prendre en compte ces nouvelles contraintes.
- 63 La décentralisation administrative contribue fortement à orienter l'ensemble de ce processus. Elle procure aussi aux couches sociales qui s'affrontent un ensemble d'énoncés

« pratiques », fortement polysémiques, articulables à la fois avec les énoncés des discours de la tradition et ceux des discours politiques les plus « modernistes ».

La construction des espaces politiques

- 64 Il est intéressant de constater que les représentations idéologiques « archaïsantes » des mobilisations identitaires locales sont partagées – dans le cas qui nous occupe – par les représentants de l'état, le pouvoir municipal, qui se définissent comme les agents de la modernité. De ce point de vue, en effet, les enjeux du conflit semblent clairs. Ils pourraient être définis comme relevant d'espaces politiques bien différenciés.
- 65 La coutume « gérontocratique » est définie par ses velléités de résistance à l'administration rationnelle, par le refus du marché (foncier entre autres), par la valorisation du particularisme local et de l'autochtonie. Elle s'oppose en cela à l'État désigné comme le domaine de la loi, fondé sur l'universalisme, l'intérêt général, la citoyenneté. La délégation de compétences aux municipalités par le biais de la décentralisation doit permettre la rationalisation du local... et de la coutume. Les ONG sont alors désignées comme un appui essentiel dans ce « combat pour le progrès ».
- 66 Une analyse des argumentations adverses permet cependant de repérer des dichotomies bien différentes et un renversement de l'opposition archaïsme vs modernité. Les alliés de la chefferie du village, quelle que soit leur position dans la hiérarchie des classes d'âge et des statuts sociaux, opposent « le gouvernement » et « le village ».
- 67 L'État et la municipalité sont décrits comme les manifestations d'un pouvoir barbare et prédateur, rompant le pacte social fondé sur la cession des terres, s'attaquant au pouvoir coutumier, fait dont les exemples, dit-on, seraient rares, ne respectant pas les règles qu'il a lui-même formulées³⁶. Les récits de fondation du village évoluent pendant le déroulement du conflit. Lors de la fuite des habitants, c'est la figure de Samory Turé³⁷ qui va être investie de façon privilégiée pour narrer la fondation de la communauté villageoise, définir l'autochtonie et légitimer la révolte contre tout pouvoir déterritorialisé. D'abord implicite³⁸, cette référence se précise au fil des événements. Se construisent alors et se diffusent des récits de mémoire³⁹ rappelant la fondation du premier village (N'Tekedo) par des paysans fuyant les exactions de Samory. Rappelons que les fuyards auraient bénéficié de terres concédées par les Nyaré de Sikoroni, qui les auraient ainsi « recueillis ». Le scénario des affrontements d'avril 2001 (opposant les villageois à la « milice municipale » puis à la brigade territoriale) se conforme lui-même à ce modèle. En témoignent les récits des habitants de Dialakorrodji et ceux des « spectateurs » qui, depuis les quartiers urbains limitrophes, ont « vu les malheureux courir pour grimper sur les collines, avec les bagages et les marmites » (dans lesquelles cuisaient les repas au moment de l'attaque). Quant à eux, les habitants des villages ruraux alliés ont « vu arriver les réfugiés » et les ont « recueillis dans un état à faire peur ».
- 68 Le village est le lieu où se construit l'appartenance, par l'intégration des « allochtones » dans les réseaux de dépendance fondés sur la dette, tandis que le marché foncier maintiendrait en quelque sorte l'étranger dans sa position d'extériorité vis-à-vis de la communauté villageoise. Le village est donc fondé sur le primat des liens d'allégeance. Au centre, le droit à la terre que l'on accorde à l'étranger persécuté, comme on l'a reçu soi-même. L'autochtonie s'acquiert par la reconnaissance de la dette. L'identité villageoise, dans ce contexte précis, est historicisée, tout en étant liée à l'appartenance au

sol. La terre nourrit ceux qui y vivent et les rend semblables. « Nous avons – nous dira le chef coutumier – accueilli ceux qui fuyaient le lotissement, nous leur avons laissé des terrains, ils sont nos parents », ou encore, après l'arrestation des opposants au maire, « mes jeunes, mes enfants sont en prison ».

- 69 Les installés déclareront qu'ils ont « trouvé leur vraie famille ici ». La dette prime sur les liens du sang. Les porte-parole du mouvement, diplômés ou ouvriers « compressés » mettent en forme ces énoncés en interprétant les formules les plus prégnantes de l'imaginaire politique occidental, dont ils contribuent à généraliser l'usage.
- 70 Le local devient le foyer de la modernité, la « communauté de village » un équivalent de la « société civile », la « tradition » porte en germe les principes permettant la production de la « citoyenneté ». Là peuvent également se nouer des liens privilégiés avec l'espace international, autre dimension de la société civile. Les ONG, en participant au « développement communautaire », permettent de limiter le pouvoir de l'état, de le tenir à distance. En ce sens elles sont constituées en agents du processus de « vraie décentralisation ». Grâce à leur médiation, les citoyens de Dialakorrodji pourraient devenir des « citoyens du monde »⁴⁰.
- 71 Cette construction circonstancielle du sens des événements semble partagée par toutes les couches sociales mobilisées contre le pouvoir municipal. Elle permet l'argumentation de stratégies sociales différenciées.
- 72 Les membres de la chefferie de village et les lignages les plus anciens que le lotissement privera de la maîtrise des réserves foncières disponibles, tentent de relégitimer le pouvoir coutumier. Ils anticipent aussi un avenir proche où les activités agricoles deviendront impossibles. L'intégration de nouveaux habitants, notamment de diplômés, doit générer de nouvelles ressources dont le pouvoir coutumier s'attribue la gestion et la répartition. Ces nouveaux membres de la communauté pourraient contribuer au « développement local » en liant le village à l'extérieur, en « amenant des projets », en faisant bénéficier les anciens de leurs savoirs (écriture, connaissances juridiques).
- 73 Les ouvriers précarisés ou « compressés » installés dans la commune établissent une équivalence entre la faillite des entreprises privatisées et les conséquences du lotissement. Les usines ont été « mangées » par les puissants, comme le sont les terres. Dans les deux cas, les perdants doivent fuir. Aujourd'hui d'anciens militants syndicaux ou grévistes miment le retour au village d'origine, toujours fantasmé, jamais réalisé. Ils reconstruisent leur expérience sociale en s'attribuant un rôle spécifique dans la division du travail communautaire⁴¹. Ils se définissent volontiers comme « le bras armé » du chef de village.
- 74 Les membres des couches moyennes diplômées se réfèrent au « rôle de l'intellectuel pauvre auprès du peuple ». Ils argumentent l'articulation nécessaire de l'universel et de la coutume, contre des élites étatiques rejetées du côté de l'abstraction. Appropriant les énoncés produits dans les espaces discursifs des ONG et des associations de lutte contre la mondialisation, ils décrivent les communautés locales comme les lieux privilégiés de la société civile, de la citoyenneté concrète et de la solidarité internationale. Un examen des trajectoires de ces diplômés permet de les situer dans une position marginale ou dominée dans les rapports de clientélisme⁴². Cette position, et non les diplômes ou les origines sociales, les oppose aux diplômés qui soutiennent le camp adverse⁴³ (l'équipe municipale) et travaillent les mêmes énoncés. Là, le marché des terres, le contournement ou la « mise au pas » du pouvoir coutumier doivent favoriser la « bonne gouvernance », la mixité

sociale et le triomphe de l'intérêt général. Une compétition s'instaure pour l'appropriation de la ressource que constituent les ONG (fonds, emplois générés par les projets, positionnement dans des réseaux transnationaux). Certains enseignants et personnels de santé entretiennent en effet ici des liens privilégiés avec des ONG canadiennes, néerlandaises et britanniques. C'est le cas du premier de liste Adema en 1999 évincé par le maire actuel. Le médecin du dispensaire construit, avant les élections, par une ONG néerlandaise a intégré un organisme international (OMS), plusieurs conseillers municipaux opposants au maire travaillent désormais pour une ONG britannique et réalisent des études sur les effets de la décentralisation... Le maire n'a pu battre ses adversaires sur ce terrain et cherche aujourd'hui des jumelages. Les opposants jurent de « geler » l'arrivée de nouveaux projets tant que la « clique du maire » n'aura pas cédé la place.

- 75 On constatera que les constructions de la « communauté villageoise » impliquent celles de communautés plus vastes, fictives ou réellement investies⁴⁴. Le processus de décentralisation transforme les conditions d'accès au pouvoir local et aux centres de décision étatiques. On pourrait déceler ici un redéploiement des élites d'état et de leur clientèle, qui tentent de maîtriser le local. Elles s'affrontent à un pouvoir coutumier en péril et aux diplômés les plus démunis en lutte pour l'accession à la notabilité.
- 76 Nous avons tenté, à partir d'un conflit limité dans le temps et l'espace, de montrer que l'influence des ONG ne pouvait être réduite à leurs interventions ponctuelles, encore ici relativement limitées. Les dimensions transnationales de ces organismes, les normes diffusées, les possibilités d'alliances qu'elles évoquent, peuvent être appropriées par les différents protagonistes du conflit analysé.
- 77 De tels processus de « modernisation » de la coutume, intégrant les valeurs universalistes propres aux ONG, sont sans doute assez répandus, sous des formes diverses. Ils devraient, nous semble-t-il, être rapportés aux luttes pour la définition des pouvoirs et leur hiérarchisation. Ces luttes se développent aujourd'hui dans un contexte où des couches intellectuelles en compétition tentent à la fois de contourner les états et d'intégrer les réseaux qui en dépendent. On peut alors évaluer ce qui rapproche les dynamiques sociales qui se développent au Nord et au Sud, les formes d'alliances et de conflits transversaux qui pourraient en résulter.

BIBLIOGRAPHIE

BAYARTJ.-F., 1996. *L'illusion identitaire*. Paris, Fayard.

BOURDARIAS F., 1999a. « Le sida à Bamako : risques et dynamiques des tensions sociales » in FAY C., VIDAL L. (dir.), *Face au sida, négociation des risques en Côte d'Ivoire et au Mali*. Rapport de recherche, Centre d'Études Africaines/ANRS : 46-88.

BOURDARIASF., 1999b. « La ville mange la terre. Désordres fonciers aux confins de Bamako », *Journal des anthropologues*, 77-78 : 141-160.

- DELAUNAY K., BLIBOLO A.-D., CISSÉ-WONÉ K., 1998. « Des ONG et des associations : concurrences et dépendances sur un "marché du sida" émergent. Cas ivoirien et sénégalais », in DELER J.-P. et al. (dir.), *ONG et développement*. Paris, Karthala : 115-142.
- DELER J.-P., FAURÉ Y.-A., PIVETEAU A., ROCA P.-J., (dir.), 1998. *ONG et développement*. Paris, Karthala.
- DRAMÉ H., 1998. « Les courtiers du développement entre ONG et organisations paysannes. Le cas de la Casamance-Sénégal », in DELER J.-P. et al. (dir.), *ONG et développement*. Paris, Karthala : 215-226.
- ÉBOKO F., 1999. « Logiques et contradictions internationales dans le champ du sida au Cameroun », *Autrepart*, 12 : 123-140.
- GRIGNO C., PASSERON J.-C., 1989. *Le savant et le populaire*. Paris, Gallimard/Le Seuil (coll. Hautes Études).
- HALBWACHS M., 1968 [1950]. *La mémoire collective*. Paris, PUF.
- HOURS B., 1998. *L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*. Paris, L'Harmattan.
- JOLIVET M.-J. (dir.), 2000. *Autrepart*, 14 (Logiques identitaires, logiques territoriales).
- KONRÀD G., SZÉLÉNYI I., 1979. *La marche au pouvoir des intellectuels*. Paris, Seuil.
- MEILLASSOUX C., 2001. *Mythes et limites de l'anthropologie*. Lausanne, Cahiers Libres, éd. Page 2.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P., BIRSCHENK T., 1993. « Les courtiers du développement », *Bulletin de l'APAD*, 5 : 71-76.
- OTAYEK R. (dir.), 1999. *Autrepart*, 10 (L'Afrique : les identités contre la démocratie ?).
- POLANYI K., 1996. *La grande transformation*. Paris, Gallimard, [The Great Transformation, 1944].
- REVEL M., ROCA P.-J., 1998. « Les ONG et la question du changement », in DELER J.-P. et al. (dir.), *ONG et développement*. Paris, Karthala : 89-103.
- TOCQUEVILLE de A., 1983 [1856]. *L'ancien régime et la révolution*. Paris, Gallimard.

NOTES

1. Voir notamment : Deler, Fauré, Piveteau, Roca (1998).
2. Revel, Roca (1998).
3. Jean-Jacques Rousseau analyse ainsi la production de la loi en système démocratique (voir notamment *Contrat Social*, chap. XI).
4. Le terme de « société civile » est devenu un lieu commun médiatique. Il est rarement défini dans la littérature concernant les ONG. Or ses définitions (celles des rapports entretenus avec la sphère étatique) sont diverses et peu compatibles (de Marx et Gramsci aux auteurs de l'individualisme méthodologique). Il semble aujourd'hui évoquer une forme de lien social traduisant l'homogénéisation de la « société planétaire », et la convergence, face aux états, d'intérêts individuels libérés de la sphère étroite de communautés familiales fondées sur la filiation.
5. L'utilisation de ce terme nous permet de différencier cette forme sociale d'autres formes de redistribution, « redistribution traditionnelle » notamment.
6. Il convient de préciser que cette orientation ne constitue qu'un point de vue partiel sur l'objet ONG.

7. L'analyse de la genèse de ce champ a donné lieu à un certain nombre de travaux. Citons Hours (1998).
8. Conceptions communautaristes ou individualistes du social, par exemple, dont on sait qu'elles se combinent sur le terrain et peuvent entretenir de fortes affinités.
9. Tocqueville (1983 : 68-72).
10. En Angleterre, à partir de 1834, après l'échec des réglementations spécifiques de Speenhamland (1795-1834) qui assurent aux pauvres un minimum vital. Elles auraient, selon Polanyi, retardé en Angleterre l'instauration d'un marché concurrentiel du travail. En Occident, le libéralisme n'aurait pas survécu à la grande crise des années 1930.
11. Son argumentation articule toujours rationalité économique et rationalité éthique.
12. Polanyi précise que les intérêts de classe n'ont pas un fondement exclusivement économique. Recherche de légitimité, conquête d'un statut, de prestige, sont susceptibles de les mobiliser. Les motivations sociales sont bien entendu intimement liées à leur « face économique » (*ibid.* : 206-207).
13. Au sens anglo-saxon du terme.
14. Permettant l'instauration et la régulation d'un marché.
15. Gestion du sens. Ici, définition des fins sociales.
16. « Les intellectuels se perçoivent comme l'image générique de l'espèce –de l'homme en général » (*ibid.* : 19). Ainsi selon K. Mannheim, l'intelligentsia, planant au-dessus des intérêts partiels, doit remplir sa vocation universaliste et humaniste.
17. Ils rejoignent Polanyi sur ce point. Le phénomène est porté par une multiplicité d'intérêts sociaux contradictoires.
18. On retrouvera ce thème du cosmopolitisme, élément de l'identité des couches moyennes émergentes en milieu urbain dans les analyses de G. Simmel, de M. Halbwachs et des auteurs de l'École de Chicago.
19. Ils s'opposent explicitement en cela aux couches qui investissent la « bureaucratie internationale » ou la gestion économique, et qui elles aussi construisent des liens sociaux transnationaux.
20. Notons au passage qu'un parti pris théorique inverse consistant à privilégier les productions sociales et symboliques autonomes des sociétés dominées pourrait rejoindre les mêmes positions sociocentriques. On se référera sur ce point aux analyses de C. Grignon et J.-C. Passeron (1989).
21. La recherche de K. Delaunay, A.-D. Blibolo et K. Cissé-Wone échappe à ces écueils (1998 : 115-142). Ils conçoivent le « marché du sida » comme un espace de confrontation entre acteurs collectifs (États, PNLS, ONG), et articulent dans leurs analyses enjeux politiques, économiques et sociaux. Voir également Éboko (1999 : 123-140).
22. Dramé (1998 : 215-226) ; Olivier de Sardan, Bierschenk (1993 : 71-76).
23. Ces positions semblent connaître des transformations rapides depuis une décennie. On pourrait s'interroger sur les effets du double processus d'alliance et de concurrence qui lie les couches moyennes émergentes du Nord et du Sud. Ce phénomène pourrait contribuer à orienter la division du travail humanitaire. Ainsi, pour donner un exemple, les ONG locales se multiplient au Sud à l'initiative des ONG occidentales et/ou de façon autonome. Ces ONG effectuent de plus en plus des travaux d'expertise, d'enquête et d'organisation, autrefois assurés par des professionnels ou bénévoles occidentaux.
24. Nous n'aborderons pas ici les conséquences directes de leurs activités sur les pratiques des habitants : évolution des perceptions de la maladie et des itinéraires thérapeutiques ; stratégies économiques des femmes ; transformation des tensions entre les générations et entre les sexes... Les matériaux recueillis sur ces points ont été analysés dans un rapport de recherche (Bourdarias, 1999a : 46-88).
25. L'état malien s'accorde « un droit latent ou éminent » sur les terres ne relevant pas du droit écrit, suivant en cela le décret du 15 novembre 1935 promulgué par le pouvoir colonial.

26. Deux équipes municipales se sont succédé depuis 1993 à la tête de la commune I de Bamako (concernée par notre recherche). La première menée par le CNID, la seconde par l'ADEMA. Les maires et les élus ont été accusés de corruption, et certains ont été emprisonnés.
27. En témoignent les articles publiés entre 1993 et 1997 dans la presse malienne. Les modalités de résolution des conflits ont été très diverses : intervention de la police ou de la brigade territoriale, constitution d'associations de défense et procédures de négociation.
28. Pour une analyse plus précise du déroulement des opérations de lotissement voir Bourdarias (1999b : 141-160).
29. Paiement d'une somme de 175 000 F CFA.
30. Ces termes sont couramment utilisés (en français) par les responsables municipaux, les responsables coutumiers, les habitants qui se désignent eux-mêmes selon ces catégories.
31. Quant au marché « illégal » de la terre il est toujours nié par les autorités coutumières qui le pratiquent, et interprété comme prolongement du pacte initial.
32. Des études préalables à la décentralisation ont été effectuées par des cabinets d'étude bamakois. Dans ce contexte, sont désignés (et se désignent) comme autochtones les membres des unités de résidence et de consommation (*goua*) dont les chefs sont nés dans la commune. La catégorie allochtone rassemble essentiellement les habitants arrivés dans les années quatre-vingt-dix, notamment les « déguerpis » en provenance des quartiers urbains. Mais la définition de l'autochtonie, nous le verrons, constitue un enjeu central dans les conflits que nous évoquons. Dans d'autres situations, seuls les lignages fondateurs du village seront désignés comme autochtones.
33. Certains passeront plus de 18 mois en prison sans jugement, puis seront libérés sous caution. D'autres seront alors arrêtés pour avoir développé leur version des faits sur les ondes d'une radio libre ; en septembre 2003, ils n'étaient pas encore libérés.
34. Nous nous référons notamment à Bayart (1996), Otayek (1999), Jolivet (2000).
35. Ainsi, avant la mise en œuvre de la décentralisation et l'élection de la municipalité actuelle, une ONG néerlandaise a construit le dispensaire de Dialakorrodji et assure son fonctionnement. Des coopératives féminines ont été subventionnées...
36. Notamment des principes clé de la décentralisation tels que « le retour du pouvoir à la maison ».
37. Samory Turé, 1837-1900. C. Meillassoux (2001 : 263-265), souligne l'aspect déprédateur des activités militaires de Samory, capteur et pourvoyeur d'esclaves, le fait qu'il choisisse souvent de faire administrer les *Kafo* par ses représentants directs (*keletigi*).
38. En 2000, les discours recueillis et les documents évoquent les « pillages » perpétrés par les « mercenaires », les « fantassins » du maire et du « faux chef de village ».
39. Au sens où les définit M. Halbwachs (1950), récits articulant des « images-souvenir » afin de décrypter des événements présents.
40. Nous mentionnons ici quelques éléments issus de l'analyse de discours recueillis lors d'entretiens individuels, d'entretiens de groupe et de conversations informelles. Les termes mis entre guillemets sont utilisés par les enquêtés, en français, quelle que soit la langue utilisée.
41. Les entretiens et les observations recueillis auprès d'un *grin* (groupe fondé sur l'affinité, l'appartenance à une classe d'âge) d'ouvriers sont éclairants sur ce point. Les conflits auxquels ils participent leur permettent d'exister (d'être reconnus) au sein du village, de « sortir du puits » où le chômage les avait précipités. Ils en escomptent aussi une protection contre les risques d'expulsion lors du lotissement. Ajoutons à cela le sentiment d'exaltation né des affrontements et des récits qui les magnifient. Des figures héroïques apparaissent, les traîtres et les lâches incarnent le mal. « Aujourd'hui nous sommes en révolte et nous vivons mieux... c'est triste à dire ! Mais c'est la vérité... et nous n'avons pas plus de moyens qu'avant. Que se passera-t-il après ? » (un ouvrier tisseur au chômage).

42. Les récits auxquels elles donnent lieu articulent une série de ruptures biographiques vécues comme des échecs.

43. A l'issue des élections municipales de 1999, le jeu des partis politiques s'inscrit dans ce contexte. Ainsi, le PARENA se situe du côté de la chefferie de village. L'ADEMA (parti conduisant alors la coalition au pouvoir) se scinde localement en deux factions, puis, à la veille des élections présidentielles de 2002, les alliés ADEMA de la chefferie rejoignent d'autres formations (PARENA, CNID, PARI...).

44. Réseaux de villages pour la défense du patrimoine foncier, réseaux liés aux centres de décision nationaux, réseaux transnationaux...

RÉSUMÉS

Cet article propose quelques hypothèses sur la genèse du champ humanitaire en Occident, en s'appuyant notamment sur les travaux de K. Polanyi, G. Konràd et I. Szélenyi. La faillite du marché autorégulé enclenche l'élaboration de procédures d'intervention. L'enjeu que représente leur définition contribue fortement à orienter les transformations du champ politique. Les nouvelles modalités de gestion du « social » sont liées au développement d'une « économie de redistribution éthique » dans laquelle s'investissent certaines fractions des couches diplômées occidentales qui trouvent là de nouvelles voies de mobilité sociale et un moyen d'affirmer leur vocation téléologique. L'apparition des ONG est située dans ce contexte. Sont ensuite présentées des observations ethnologiques effectuées sur un terrain urbain malien à l'occasion d'un conflit foncier particulièrement violent. Les ressources symboliques et économiques offertes par les ONG sont appropriées par un ensemble de groupes sociaux mobilisés dans le conflit qui les oppose à la municipalité et à l'État. La coutume est alors réinterprétée en fonction des valeurs universalistes diffusées par les ONG occidentales. Les diplômés locaux se constituent en intermédiaires entre la « communauté villageoise » et les réseaux transnationaux. L'activité des ONG dans les pays du sud semble ainsi donner lieu à de nouvelles formes de manifestation du politique.

This article proposes a number of hypotheses concerning the genesis of the humanitarian field in the West, drawing notably on the work of K. Polanyi, G. Konràd and I. Szélenyi. The failure of the self-regulated market has led to the elaboration of interventionist procedures. The definition of these procedures is an important stake shaping transformations of the political field. New modes of managing « social issues » are linked to the development of an « ethical redistribution economy » in which certain fractions of qualification-holding social strata in the West invest themselves, finding new channels of social mobility and a means of asserting their teleological vocation. The emergence of NGOs is situated in this context. This is followed by the presentation of ethnological observations carried out in an urban Malian field-site during a particularly violent land conflict. The symbolic and economic resources provided by the NGOs were appropriated by a set of social groups mobilised in the conflict which pitted them against the municipality and the State. Custom was reinterpreted according to the universalistic values disseminated by Western NGOs. Local people with qualifications set themselves up as intermediaries between the « village community » and trans-national networks. The activities of NGOs in the South seem therefore to give rise to new forms of political expression.

INDEX

Keywords : citizenship, custom, debt, humanitarian field, intellectuals, mobilisation, NGOs, politics, social mobility, State

Mots-clés : champ humanitaire, citoyenneté, coutume, dette, État, intellectuels, mobilisation, mobilité sociale, ONG, politique

AUTEUR

FRANÇOISE BOURDARIAS

Dynamiques Sociales Urbaines (DSU)

Centre de recherche « Ville, Société, Territoire »

(Université de Tours)